

<http://www.gnet.tn/temps-fort/syrie-ou-l-ancrage-de-la-tunisie-dans-le-camp-occidental/wahhabite/id-menu-325.html>



Syrie ou l'ancrage de la Tunisie dans le camp Occidental/wahhabite

Publié le Lundi 06 Février 2012 à 17:15

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les autorités tunisiennes, ont réagi au quart de tour, suite à l'accélération de l'histoire en Syrie et n'ont respecté aucune règle diplomatique, passant directement au renvoi de l'ambassadeur, l'ultime sanction, sans passer par le rappel de notre ambassadeur pour consultation et sans passer par les canaux diplomatiques usuels, utilisant tout d'abord la page Facebook de la présidence et ensuite la voie de

presse avant même de notifier l'ambassade syrienne. Et quelle presse, celle-là même qui ne cesse depuis des mois de jeter de l'huile sur le feu : Al-Jazira, qui se consume à petit feu, perdant, petit à petit, ses journalistes historiques qui ont certes accepté sa dépendance viscérale au petit émirat mais n'ont pu supporter que celle-ci participe directement, hier par l'exagération en Libye, aujourd'hui par le mensonge en Syrie, aux crimes contre de milliers d'arabes et de musulmans.

Il est vrai que la décision de renvoyer l'ambassadeur de la République syrienne à Tunis a été prise depuis plusieurs mois et ne vient pas du président de la République qui visiblement a dû s'exécuter malgré ses réserves publiques, mais de Rached Ghannouchi, comme il l'a annoncé au mois de novembre dernier, au Qatar, encore sur Al-Jazira, ancien employeur de notre ministre des Affaires étrangères et désormais canal officiel de la République. Si l'on se réfère à cette déclaration, le président de la République doit se préparer à avaler encore plusieurs couleuvres, car Rached Ghannouchi avait décidé depuis plusieurs mois qu'il fallait reconnaître le CNS et remettre l'ambassade syrienne à ces représentants auto-proclamés du peuple Syrien. Bon courage Monsieur le président !

Au lieu de cette rupture irresponsable, la diplomatie tunisienne aurait dû convoquer l'ambassadeur Syrien et entendre la version des autorités syriennes, pour les recouper ensuite avec celles de nos observateurs en Syrie et celles de notre ambassadeur de retour de Syrie après son rappel en Tunisie.

Ainsi, aucune règle de prudence n'a été respectée, malgré le caractère exceptionnel de cette journée, à plus d'un titre : Jour sacré du 'Mouled' du prophète Mohamed (sas), jour de réunion du Conseil de sécurité pour, justement statuer sur de nouvelles sanctions existentielles contre la Syrie, et hasard du calendrier, jour de l'annonce du massacre à Homs perpétré insinué-t-on par les forces syriennes.

Rien que cette juxtaposition de faits le même jour, aurait dû éveiller des soupçons et inviter nos responsables en matière d'affaires étrangères à plus de retenue et à une analyse plus approfondie de la situation ... cela ne vous rappelle pas un certain Colin Powell qui agitaient une fiole en plein conseil de sécurité, fiole censée contenir la preuve que l'Irak fabrique des armes de destruction massive.

D'autant plus que la veille, Ahmed Manai, l'un des observateurs tunisiens en Syrie déclarait : « Je suis dans la mission des observateurs arabes en Syrie et je témoigne que le massacre exécuté ce matin à Homs, est le fait des groupes armés, dans le but manifeste de faire pression sur le vote du Conseil de sécurité » et Fethi Belhadj l'autre observateur tunisien de retour de Syrie déclarait la veille que : « les grands organes de presse ont exagéré la réalité sur le terrain, et au bout d'un mois seulement, certaines parties ont voulu geler la mission, car elle ne correspondait pas aux attentes de ces parties bien que notre travail ait été objectif. A défaut de pouvoir geler la mission, ces parties, ont alors rappelé les observateurs originaires de leurs propres pays. Mais le plus scandaleux, concerne le projet du rapport de la mission des observateurs arabes de la Ligue qui n'a pas été traduit et a été caché par les pays qui ont un rôle hégémonique au sein de la Ligue Arabe, ainsi, les observateurs avaient le sentiment d'être mêlés à une grande pièce de théâtre produite par ces pays et dans laquelle les observateurs ne seraient qu'un épisode. » Et Ahmed Manai d'ajouter « C'est une honte. L'histoire retiendra qu'un pays arabe, berceau de la civilisation arabe et humaine, a été sauvé de la destruction totale à laquelle le prédestinaient d'autres pays arabes, par la Chine et la Russie ». Au contraire pour M. Hamadi Jebali, c'est le droit de veto qui serait incongru, remettant en cause, comme ça, en deux temps trois mouvements les accords de Yalta et l'ensemble des équilibres géopolitiques résultant de la seconde guerre mondiale. J'ai, tout d'abord, cru déceler dans cette proposition, une vision stratégique qui ferait partie intégrante du programme d'Ennahdha, mais après vérification, il s'avère que cette proposition n'est que conjoncturelle, juste pour faire tomber le régime Syrien et le livrer à qui vous savez. Heureusement, que le ridicule ne tue pas.

Ainsi, cette affaire pue à mille lieux l'opération sous fausse bannière, sinon comment expliquer que la Syrie, réputée pour sa diplomatie sinieuse, pondérée et calculatrice, sous la menace des plus graves sanctions

émanant de la plus haute juridiction internationale, choisit ce jour vital où elle joue sa tête pour commettre le plus important massacre depuis le début des événements en Syrie.

Encore une fois, un pays arabe, la Tunisie en l'occurrence, souille une journée sacrée, en chargeant cette décision irresponsable d'une symbolique religieuse, comme l'a fait l'Irak vengeur, à la date de l'exécution de Saddam Hussein le jour de l'Aïd.

Bien que le régime syrien, dernier pays arabe rebelle à l'ordre israélien, soit à l'origine d'une croissance économique soutenue et ininterrompue depuis trois décennies sans aucune dette extérieure, bien que la Syrie soit moins despotique que ces monarchies rétrogrades qui appellent à sa démocratisation, alors que ces derniers n'ont ni constitution, ni parlement, ni élection, ni droit de la femme, il n'en demeure pas moins que le régime syrien reste encore une vraie dictature à réformer !

Mais est-ce que tous les moyens seraient bons pour faire tomber Assad ?

Au prix du massacre du tiers de la population syrienne comme le préconise le chef salafiste syrien S. Arrour réfugié en Arabie Saoudite et qui attend son heure à l'ombre de l'alliance contre nature Occident/Wahhabisme ?

Au prix de la liquidation de la résistance à Israël comme le préconise le chef de l'insurrection syrienne B. Ghalioun qui serait prêt à ouvrir un front avec le petit Liban du grand Hezbollah, seul rempart contre l'expansionnisme israélien ? Le même Borhane Ghalioun qui dit, dans une déclaration au journal américain ' Wall Street Journal », que le conseil rompra ses relations avec l'Iran, le Hezbollah, le Hamas et qu'il établira des relations avec Israël.

Au prix d'une guerre de religion moyenâgeuse qui embraserait toute la région et la ferait retourner à la préhistoire, dominé par un Israël sûr de lui et désormais sans rival ?

Assurément, Non, Non et Non !

Cette affaire confirme le vrai visage de la Ligue arabe, tout juste bonne à fournir les couvertures nécessaires aux assaillants occidentaux. Il est bon de rappeler que la Ligue arabe a été créée pour régler les problèmes de nos pays en interne, autour de solutions arabes. L'histoire a montré qu'il n'en était rien et que l'internationalisation a été la règle, ce qui veut dire que la ligue arabe ne sert pas à grand-chose pour les peuples arabes, mais elle reste très utile à l'Occident pour interférer dans nos affaires, même quand des structures internes de la Ligue, ne vont pas dans le sens espéré par ceux qui détiennent le pouvoir, comprenez les pays du golfe. Ainsi lorsque le rapport des observateurs arabes indique qu'une grande partie des exactions est commise par des groupes terroristes lourdement armés, eh bien les pays du Golfe retirent leurs propres observateurs et internationalisent la crise au conseil de sécurité. Cette tragi-comédie permanente au sein de la ligue est possible à cause du mode de représentativité de nos peuples qui est doublement injuste. Injuste tout d'abord car la majorité de ces pays ne choisissent pas leurs dirigeants et injuste encore car un grand pays comme l'Algérie vaut aux yeux de la Ligue, un micro Etat comme le Bahreïn, créant ainsi une parité douteuse d'un Bahreïni pour plus de soixante Algériens.

Cette affaire révèle, par ailleurs, que la Tunisie est la première République arabe à être embrigadée dans le camp Wahhabite/occidental, confirmant le repositionnement géostratégique de la Tunisie post révolutionnaire qui apparaît clairement ; repositionnement qui n'a rien de révolutionnaire et qui dévoile au passage la soumission contrainte ou volontaire du président de la République aux thèses nahdhaouies, qui vient corriger ainsi la cacophonie qui prévalait au sein de la direction bicéphale de la diplomatie tunisienne. Comme si cette ineptie ne suffisait pas, notre ministère des affaires étrangères demande à la « communauté internationale » de protéger les ressortissants tunisiens en Syrie, alors qu'il n'y a aucune menace pesant sur eux, jetant artificiellement de l'huile sur le feu, pendant que le Premier ministre de Munich appelle les autres pays arabes à rompre leurs relations diplomatiques avec la Syrie, et comble de l'ironie et de la fanfaronnade, critiquait la Russie et la Chine d'avoir usé de leur droit de veto.

Si on voulait vraiment protéger le peuple syrien, on aurait dû garder grand ouvert les canaux de communications diplomatiques et fort de notre révolution pacifique et exemplaire, jouer un rôle unificateur entre régime et opposition pacifique en exigeant l'application immédiate des réformes promises. Ainsi, la Tunisie s'est privée de tout moyen d'action, qu'elle a remis au groupe de monarchies les plus rétrogrades et les plus corrompus du Moyen-Orient, celles-là mêmes qui n'ont eu de cesse de comploter contre la Palestine, à charge pour ces monarchies de remettre à, leur tour, ces moyens d'action entre les mains de l'Occident donc dans les mains d'Israël.

Last but not Least, Quel est notre plan pour nos quinze mille émigrés en Syrie, Vont-ils être expulsés ?

Maltraités ? Ont-ils les moyens de rentrer en Tunisie ? Pour le reste, on doit certainement penser dans la stratosphère politique actuelle que l'on n'est pas à quelques milliers de chômeurs près ! Et quelle serait la réaction algérienne, qui observe notre politique, d'autant plus que Doha aurait laissé entendre à Alger, que le même scénario l'attend, lorsque son tour viendrait. Déjà que nos relations ne sont pas au beau fixe et que la visite prévue de Moncef Marzouki serait reportée.

Domage que la première révolution pour la liberté s'improvise en fossoyeur de l'un des principaux bastions de la résistance à Israël.